

Jean Ziegler

**LESBOS,  
LA HONTE  
DE L'EUROPE**

**JEAN  
ZIEGLER**

Seuil



**LESBOS,  
LA HONTE  
DE L'EUROPE**



Jean Ziegler

**LESBOS,  
LA HONTE  
DE L'EUROPE**

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX<sup>e</sup>*

ISBN 978-2-02-145202-0

© Éditions du Seuil, janvier 2020, pour la langue française

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

« Qui répondrait en ce moment à la terrible  
obstination du crime, si ce n'est l'obstination  
du témoignage ? »

Albert Camus





## I

C'est en tant que vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies que je me suis rendu à Lesbos en mai 2019<sup>1</sup>. Quarante ans auparavant, j'avais exploré l'île dans l'émerveillement.

Stelios Kamnarokos avait été l'un de mes étudiants de l'université de Genève les plus sympathiques et les plus intelligents. Son père, un homme corpulent, bon vivant, plein d'humour et pratiquant l'hospitalité inconditionnelle, était le pope de Mytilène : sur les quais et dans les cafés de la ville, tout le monde l'appelait affectueusement « Papa Dimitri ». C'est lui qui m'avait fait découvrir ce miracle de la nature qu'est l'île de Lesbos.

Stelios ferait par la suite une impressionnante carrière diplomatique. Il serait notamment, pendant neuf ans, l'influent conseiller pour la politique étrangère du président

1. Deux puissantes ONG européennes ont apporté un soutien précieux à l'organisation de ma mission. Je dois à cet égard une profonde gratitude à Thomas Gebauer et Ramona Lenz de Medico International et à Karl Kopp de Pro Asyl.

de la République Károlos Papoúlias. Révolté par le sort infligé à la Grèce par les États membres de l'Union européenne, il vit aujourd'hui une retraite inquiète à Athènes.

En mai 2019, à l'occasion de ma mission onusienne, j'ai repris contact avec ces plages de sable et de galets, ces montagnes qui culminent à presque 1 000 mètres.

D'innombrables baies brisent la ligne côtière de l'île. Leurs eaux turquoise valent à Lesbos, patrie de la poétesse Sappho (VII<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C.), son nom populaire d'« île d'émeraude ». Bâtie en amphithéâtre, la capitale Mytilène – quelque 50 000 habitants, soit à peu près la moitié de la population de l'île – est depuis l'Antiquité romaine un centre culturel et commercial d'une formidable vitalité. En témoignent les descriptions enthousiastes par les contemporains de son faste et de sa beauté<sup>1</sup>, mais aussi les ruines de l'immense théâtre antique construit par Trajan. Strabon tenait la ville pour « la plus grande de son temps ». La forteresse byzantine édifiée par les architectes de l'empereur Justinien, relevée et renforcée au XV<sup>e</sup> siècle par les bâtisseurs de la famille génoise des Gattilusi, surplombe toujours le port dans la partie orientale de la ville. Par la suite, les Génois ont à leur tour été chassés par les conquérants ottomans.

Maisonnettes colorées des pêcheurs. Les palmiers se balancent dans la brise maritime. Partout des fleurs. Les plaines agricoles alternent avec les montagnes sombres. Onze millions d'oliviers et trois millions de pins parasol couvrent collines et plaines. La vaste forêt de séquoias pétrifiée, née d'une explosion volcanique il y a vingt millions d'années, ne constitue pas la moindre attraction des lieux.

1. Cicéron, Vitruve.

Avec une superficie de près de 1 700 kilomètres carrés et un littoral long de 320 kilomètres, Lesbos est l'île la plus importante de la mer Égée.

En mai 2019, je retrouve intacte la stupéfiante beauté de Lesbos, telle qu'elle est restée gravée pendant si longtemps dans ma mémoire.

Quatre ans auparavant, en avril 2015, un accord conclu entre la Commission européenne et le gouvernement grec a donné naissance, sur les cinq îles de la mer Égée les plus proches de l'Asie mineure, Lesbos, Kos, Leros, Samos et Chios, aux « *hot spots* » (« points chauds »), points d'accueil de milliers de réfugiés venus de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, mais aussi du Pakistan, de l'Afrique subsaharienne et d'ailleurs, fuyant la guerre, la torture, la destruction de leur pays et tentant d'atteindre les côtes grecques.

Ces réfugiés nourrissent l'espoir de parvenir à passer des îles sur le continent et de poursuivre ainsi leur route vers les Balkans, la Hongrie et l'Europe du Nord.

Le nom officiel de ces *hot spots* est *First reception facilities* (« Institutions de premier accueil »). Deux documents européens et une loi grecque définissent leurs fonctions. Les deux textes normatifs de l'Union européenne (UE) sont, d'une part, une directive d'avril 2015 intitulée « Agenda européen pour les migrations » et, d'autre part, la résolution du Parlement européen *Hot spots at EU external borders* (« Les *hot spots* aux frontières extérieures de l'UE »). La loi grecque porte le numéro 4357 et est datée de 2016.

Voici comment le Parlement européen définit les *hot spots* : « Ceux-ci ont pour but de mieux coordonner les agences de l'UE et des autorités nationales dans leur travail

mené sur les frontières extérieures en matière de premier accueil, d'identification, d'enregistrement et de prise des empreintes digitales des demandeurs d'asile (“*asylum seekers*”). Actuellement, seules la Grèce et l'Italie ont des *hot spots*. Mais d'autres pays peuvent aussi bénéficier de l'installation de *hot spots* s'ils le demandent ou si la Commission est d'avis que ces pays ont besoin d'une assistance supplémentaire. »

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés évalue en novembre 2019 à 34 500 le nombre des réfugiés parqués dans les cinq *hot spots* de la mer Égée. Les deux tiers d'entre eux sont des femmes et des enfants. Étant équipés pour héberger au maximum 6 400 personnes, ces camps sont donc désespérément surpeuplés<sup>1</sup>.

Malgré la chasse organisée en haute mer par les instances européennes (ou nationales, turques et grecques, financées par l'UE), nombre de canots pneumatiques et d'embarcations en tous genres continuent chaque nuit et chaque matin de débarquer des réfugiés sur les côtes de Lesbos et des îles voisines. À Lesbos, dont le littoral est long et accidenté, nul n'est en mesure de faire complètement obstacle à ces débarquements.

Chaque matin, des policiers grecs armés inspectent les côtes. Ils arrêtent les réfugiés qui s'abritent tant bien que mal dans les rochers. Ils les menotent, y compris parfois les enfants. Puis ils les poussent dans de grands autobus bleus et les conduisent à Moria, un camp installé aux abords d'un petit village au voisinage de Mytilène. Là, trempés, affamés,

1. Voir Amnesty International, *Les Camps inhumains et surpeuplés doivent être fermés immédiatement*, Londres, janvier 2019.

angoissés, ils sont déposés et attendent les premiers interrogatoires. Ceux-ci seront menés par des fonctionnaires issus de trois organisations de l'UE.

D'abord, Frontex (abréviation de « frontières extérieures »). L'organisation a été fondée en 2004 sous le nom d'European Border and Coast Guard Agency (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures). Son siège est à Varsovie. Ses policiers – danois, français, bulgares, allemands, etc. – sont chargés de la lutte contre les cartels internationaux du trafic d'êtres humains. L'interrogatoire des réfugiés leur permet souvent de recueillir des renseignements précieux sur l'identité des passeurs, le fonctionnement de leurs réseaux et leur localisation.

Les agents de renseignements et agents secrets d'Europol, issus des 28 États membres de l'UE, conduisent eux aussi des interrogatoires serrés. Leur tâche plus particulière consiste à identifier et à intercepter d'éventuels terroristes mêlés à la foule des réfugiés. Le danger est réel. Deux des assassins des attentats de Berlin et de Munich de 2018 avaient rejoint l'Europe en tant que « réfugiés ».

Mais une troisième agence de l'UE intervient également à cette étape, l'EASO (European Asylum Support Office – Bureau européen d'appui en matière d'asile), fondée en 2011 et dont le siège se trouve à Malte. C'est elle qui procède au premier examen des demandes d'asile. Elle exclut et renvoie ceux qui, selon elle, n'ont aucune chance d'obtenir l'asile et transfère les autres aux Lesbos Committee for Asylum, une autorité grecque.

Sur le papier, les organisations de l'UE – les différents fonctionnaires qui les composent – n'exercent qu'un rôle

d'assistance aux autorités grecques. En fait, ces fonctionnaires de l'UE font la loi. Ils occupent les postes institutionnels stratégiques. De surcroît, c'est l'UE qui rémunère les policiers grecs et les garde-côtes grecs et turcs. À Moria, comme dans les autres *hot spots*, fonctionnaires du ministre de la Migration d'Athènes, policiers, gardiens de prison, garde-côtes grecs, officiers de l'armée grecque ne jouent qu'un rôle de supplétifs.

Lorsqu'on examine de près l'*Agenda européen en matière de migration 2015*, une ambiguïté saute aux yeux : la Commission est obsédée par les accords de Schengen, qui abolissent, on le sait, les frontières intérieures de l'Union. La libre circulation des marchandises, des capitaux (totale) et des êtres humains (avec des restrictions) est le fondement du marché unique. Or, Schengen ne survit qu'à condition que les frontières extérieures de l'Union soient contrôlées et étroitement surveillées. C'est la tâche que sont chargés d'assurer les navires et les agents de Frontex, les marines grecque et turque, la police et les services secrets grecs, ainsi que les autres agences européennes impliquées. Toute l'activité sur les *hot spots* et les interventions en haute mer et dans les eaux territoriales sont soumises à un impératif prioritaire : protéger l'Europe de l'afflux des réfugiés.

En 2019, au moment de ma mission, les réfugiés enfermés derrière les murs de Moria – et confinés dans les oliveraies alentour, devenues à leur tour un vaste campement nommé les « Oliveraies » – relevaient de 58 nationalités. En très grande majorité, ils provenaient de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran et du Soudan. La plupart d'entre eux étaient issus de la classe moyenne : enseignants, ingénieurs, entrepreneurs, commerçants, anciens fonctionnaires, employés,

artisans, etc. Les familles de paysans ou d'ouvriers étaient très peu nombreuses. C'est qu'il faut de l'argent pour fuir sa ville ou son village, de l'argent pour payer les transports, les garde-frontière corrompus, les policiers maîtres chanteurs, les passeurs.

Dans l'immense majorité des cas, les réfugiés ont fui des pays ravagés par la guerre et la terreur. Aucune vie économique normale n'y a sa place : le dentiste, l'entrepreneur, l'ancien fonctionnaire, le commerçant ou l'artisan ne peut vendre sa maison, son appartement ou son entreprise, parce que sa ville et ses installations ont été rasées par les bombes ou les obus d'artillerie. Dans la province d'Idleb, en Syrie, dans la région de Kandahar en Afghanistan, dans la plaine de Ninive en Irak, aucun propriétaire ne peut plus vendre son champ puisque personne ne le lui achètera. Les réfugiés fuient donc en emportant ce qu'ils peuvent en économies liquides – et ces économies s'épuisent très rapidement en cours de route.

Les réfugiés échouent sur les côtes de Lesbos la plupart du temps complètement démunis. Les seules choses qu'ils possèdent sont les habits crasseux qu'ils portent sur eux, quelques photos de famille et souvent l'indispensable téléphone portable.

Après avoir été enregistrés par les policiers grecs, les réfugiés reçoivent une « carte d'enregistrement », ce qui leur donne droit d'accéder à un lieu pour dormir, de faire la queue à l'heure de la distribution de nourriture, d'accéder aux toilettes et aux douches. Mais le camp officiel étant désespérément surpeuplé, les nouveaux arrivants de l'été 2019 ont tous été dirigés vers les camps dits « informels », installés dans les oliveraies.

Les policiers confient aux nouveaux arrivants des bâches de plastique, quelques outils – pelles, houes – pour leur permettre d'aplanir le sol. Dans les Oliveraies, les réfugiés doivent eux-mêmes construire leurs abris.

La carte d'enregistrement donne également droit à un pécule minimal – distribué mensuellement par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR, ou plus court : HCR). Le mode de calcul est compliqué : le plafond est de 360 euros par famille. Or, notamment les Afghans, les Syriens, les Irakiens et les gens de Bahreïn fuient par famille entière : père, mère, grands-parents, enfants de générations successives. Partager 360 euros entre 16 ou 18 personnes n'a évidemment pas beaucoup de sens.

Mais avec ce pécule, les réfugiés doivent acheter des bouteilles d'eau, des médicaments, du lait pour les enfants, des vêtements de rechange, des souliers, des articles d'hygiène corporelle (savon, etc.).



## II

Sur la mer Égée, le ciel est bas et gris. Des massifs nuageux enveloppent les cimes des montagnes turques toutes proches. La surface de l'eau reflète cette morne couverture. En provenance d'Athènes, l'appareil du vol A37252 de l'Olympic Airways décrit une large courbe sur le détroit. Celui-ci est étroit : 7 kilomètres seulement séparent les montagnes turques du rivage européen.

Le petit aéroport Odysseas Elýtis de Mytilène est situé en bordure de mer. Le chantage à la dette exercé par le FMI et l'UE à l'encontre du gouvernement grec a laissé des traces : l'aéroport appartient désormais à la société allemande propriétaire de celui de Francfort. Les quelques kilomètres de route qui mènent au cœur de la capitale serpentent le long d'une route côtière bordée de palmiers et d'éclatants buissons de bougainvilliers.

Au loin, sous le ciel gris, se profilent trois silhouettes d'acier : des navires de guerre. Ils se meuvent lentement à la lisière des eaux territoriales. Comme d'immenses bêtes aux aguets d'invisibles proies.

Giorgos Pallis est un homme direct et chaleureux. Son regard noir me frappe. Il est député de Lesbos au Parlement d'Athènes. L'île est par tradition une terre à majorité communiste. Le père de Giorgos a été député communiste. Lui-même appartient aux Verts, alliés de Syriza, coalition d'extrême gauche au pouvoir à Athènes en mai 2019. Il a une quarantaine d'années.

« Regarde là-bas, le premier bateau de guerre appartient à l'OTAN, le deuxième, plus à l'ouest, à Frontex. Le troisième ? Il est trop loin, je ne parviens pas à l'identifier. »

Je l'interroge : « Pourquoi la marine de guerre de l'OTAN ? »

Dans un rire amer, il me répond : « Pour protéger l'Europe, il faut refouler des femmes et des enfants traqués par les bombes en Afghanistan, en Syrie, en Irak. »

Giorgos ne décolère pas : l'OTAN a au moins quatre croiseurs dans les eaux de Lesbos. « Ah, elle est belle la souveraineté de mon pays ! »

La voiture me dépose à l'hôtel Blue Sea, sur les quais occidentaux de Mytilène. Le balcon de ma chambre, au deuxième étage, surplombe le port. Une grille métallique de 4 mètres de haut le sépare du quai. Il est sévèrement gardé par des policiers grecs. Des uniformes noirs partout. L'armement des policiers, leurs jeeps blindées interdisent toute approche.

De mon hôtel, j'observe ce qui se passe. Derrière le grillage stationnent plusieurs autobus bleus. Aux premières lueurs de l'aube, les policiers partent en tournée sur les routes côtières en quête des réfugiés arrivés dans la nuit.

Les autobus les suivent. Après leur retour, ces hommes, ces femmes, ces enfants demeureront pendant douze à vingt-quatre heures parqués derrière les grilles du port sans eau ni nourriture. Ensuite seulement, les policiers les conduiront à Moria, au centre d'enregistrement.

À mon arrivée, j'ai observé ainsi trois autobus immobilisés sous mes fenêtres, remplis de femmes, d'hommes et d'enfants interceptés la veille par les hommes en noir. Durant tout mon séjour, en face de la porte d'entrée de mon hôtel, un croiseur britannique en mission pour Frontex est demeuré ancré à quai, ses canons de bord recouverts de bâches.

De Turquie, par temps clair, les réfugiés cachés derrière les rochers dans l'attente d'un passage peuvent apercevoir les lumières de l'Europe. Par le ferry touristique qui relie Dikili (province d'Izmir) à Mytilène, la traversée du détroit dure une heure et demie et coûte 35 euros. Sur les Zodiac surchargés, les requérants d'asile paient aux trafiquants 500 à 1 000 euros par personne et risquent leur vie.

Les *push-backs* sont des opérations d'interception violente, pratiquées par les navires des garde-côtes turcs et grecs, par ceux de Frontex et, selon certaines sources, par ceux de l'OTAN également.

Sur les côtes de la mer Égée s'activent des organisations non gouvernementales internationales : Pro Asyl, Refugee Rescue, Border Monitoring, etc. Leurs courageux militantes et militants conduisent des interrogatoires de survivants et documentent ainsi les opérations *push-backs*. Celles-ci se poursuivent nuit et jour. Elles ont pour but de rejeter les Zodiac, les barques, les rafiots des réfugiés dans les eaux

territoriales turques et d'empêcher ainsi leurs passagers de déposer une demande d'asile en territoire européen.

Les méthodes appliquées par les intercepteurs sont décrites et documentées en détail par les activistes des ONG. En voici quelques exemples, extraits entre autres du plus récent rapport de synthèse établi en mai 2019 par Valeria Hänsel, membre de l'association allemande Border Monitoring, et intitulé *Die Erosion des europäischen Asylsystems auf der griechischen Hotspot-Insel Lesbos (L'Érosion du système européen de l'asile sur l'île hot spot de Lesbos)*<sup>1</sup>.

Les activistes de l'organisation espagnole Proactiva Open Arms décrivent ainsi une de leurs dernières opérations :

Un bateau rempli d'hommes, de femmes et d'enfants réfugiés dérivait à moins de 100 mètres de la côte grecque. C'était une journée froide de printemps. L'eau ne dépassait pas cinq degrés. Les réfugiés, tremblants, étaient transis de froid, leurs habits trempés. Nous avons entendu une femme qui criait de façon effrayante. Nous avons appelé le commandement de Frontex à Lesbos. Nous leur avons demandé s'ils avaient besoin d'aide pour secourir les réfugiés et si nous pouvions envoyer un de nos médecins sur le bateau. Les gens de Frontex nous ont répondu que tout était sous contrôle. Par la suite, ils ont attendu deux heures de plus pour conduire le bateau dans le port de Mytilène. Nous avons assisté à son arrivée à quai. Nous avons vu un bébé qui ne bougeait plus. Les policiers de Frontex ont empêché notre médecin et deux autres de nos collaborateurs d'approcher et nous ont éloignés de force. Le bébé était froid, son teint était jaune. Ses yeux étaient immobiles. Plus tard, nous avons appelé le centre d'enregistrement de Moria. Lorsque nous

1. Border Monitoring München, 2019.

*Les Nouveaux Maîtres du monde  
Et ceux qui leur résistent*  
Fayard, 2002

Seuil, « Points », n° P1133, 2003  
et « Points Essais », n° 560, 2013

*Le Droit à l'alimentation*  
Précédé de *Le Droit du faible contre la raison du fort*  
(en collab. avec Sally-Anne Way  
et Christophe Golay)  
Mille et une nuits, 2003

*L'Empire de la honte*  
Fayard, 2005  
et « Le Livre de poche », 2007

*La Haine de l'Occident*  
Albin Michel, 2008  
et « Le Livre de poche », 2011

*Destruction massive*  
*Géopolitique de la faim*  
Seuil, 2011  
et « Points », n° P2879, 2012

*Chemins d'espérance*  
*Ces combats gagnés, parfois perdus*  
*mais que nous remporterons ensemble*  
Seuil, 2016  
et nouvelle édition sous le titre  
*Change le monde*  
*Il en a besoin*  
« Points Essais », n° 861, 2018

*Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures*  
*Dialogue avec Denis Lafay*  
Éditions de l'Aube, 2018

*Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille*  
*(en espérant qu'elle en verra la fin)*  
Seuil, « Expliqué à... », 2018